

L'Afrique et ses transitions

Introduction

Dans l'Afrique des années 2020, le mot transition est devenu familier. Il désigne un entre-deux où le pouvoir change de costume sans toujours changer de nature. Les chefs de transition se déclarent civils, ils s'installent dans la durée, et les promesses de refondation se dissolvent dans la gestion des privilèges. À Madagascar comme ailleurs, la question centrale est simple. Comment éviter que chaque élan populaire se transforme en recyclage du système. La grille du **Piège Népal**¹ aide à comprendre cette dérive. Une révolution sincère devient captation institutionnelle lorsqu'elle n'est pas protégée par le droit, la transparence et la reddition de comptes.

Transitions militaires en Afrique de 2020 à 2025

Au Gabon, le général Oligui Nguema a organisé sa propre élection après dix-huit mois de transition.

En Guinée, la junte au pouvoir depuis 2021 repousse les élections et judiciaire la critique.

Au Mali et au Niger, la priorité sécuritaire remplace le calendrier politique.

Au Burkina Faso, les enlèvements d'activistes et de journalistes ponctuent un régime justifié par la guerre.

Partout, la même mécanique se met en place. Promesse de restauration, puis consolidation autoritaire, puis normalisation de l'exception.

Madagascar dans le miroir continental

En octobre 2025, le mouvement Génération Z, né autour de l'eau et de l'électricité, a ouvert une séquence inédite. Démission du gouvernement civil, intervention de la CAPSAT, investiture d'un colonel au nom de la refondation. Promesse d'une transition de dix-huit à vingt-quatre mois. Suspension par l'Union africaine. Méfiance des bailleurs. Centralisation du pouvoir à la Présidence.

Quatre risques dominant selon nos travaux.

1. Civilianisation du chef de transition. Probabilité à douze mois estimés à 80%.
2. Glissement calendaire. Probabilité à douze mois estimés à 75%.
3. Réduction de l'espace civique. Probabilité à douze mois estimés à 80%.
4. Captation institutionnelle durable. Probabilité à douze mois estimés à 90%.

Le scénario dominant est une civilianisation contrôlée. La transition devient un régime militaire administratif avec façade civile.

¹ <https://www.diapason.mg/le-piege-nepal-sous-la-vague-generation-z-la-recomposition-du-monde-dossier/>

Le piège Népal

Le dossier Népal de Diapason décrit une mécanique en neuf temps. Soulèvement populaire, euphorie, arbitrage armé, bataille de perception, reconfiguration du droit et des calendriers, prolongation, essoufflement, normalisation de l'exception, recyclage du système. Madagascar se situe entre les stades quatre et cinq. L'arbitrage armé est acté, la bataille du récit est lancée, la reconfiguration des règles s'installe. La refondation promise se superpose à un discours d'ordre. La jeunesse qui a porté la rupture risque d'en devenir le décor.

Étape	Période (Madagascar)	Ce qui s'est passé	Stade
1. Étincelle vitale	25 sept. 2025	Coupures d'eau et d'électricité → cri collectif.	🔥
2. Rue en ébullition	26-27 sept. 2025	Les revendications dépassent le problème technique.	🔥
3. Répression & radicalisation	25-27 sept. 2025	Couvre-feu, arrestations, violences policières.	✂️
4. Recyclage élitare	29 sept. 2025	Dissolution du gouvernement ; nomination d'un Premier ministre militaire.	♻️
5. Bifurcation à venir	Oct. 2025 (est.)	Trois voies : recyclage, rupture partielle ou rupture réelle.	⚖️
6. Émergence (ou vide) de figures	Nov. 2025 (est.)	Apparition de leaders ou fragmentation du mouvement.	👤
7. Traduction institutionnelle	Fin 2025-2026 (est.)	Réformes concrètes ou restauration du système.	🏛️
8. Choc géostratégique	2026 (est.)	Pressions sur énergie, mines, dette, alliances.	🌍
9. Consolidation (ou restauration)	2026-2027 (est.)	Stabilisation ou retour au statu quo.	🔄

Pourquoi autant de militaires

Depuis novembre 2025, la militarisation de l'appareil d'État est manifeste. Des officiers sont placés à la sécurité intérieure, au renseignement, à la justice, à la communication et aux finances. Cette configuration ne relève plus de l'urgence. Elle traduit une volonté de durer.

Raison	Objectif réel	Risque associé
Contrôle de la coercition	Maîtriser la rue et prévenir les contre-pouvoirs	Réduction de l'espace civique
Efficacité opérationnelle	Produire une image d'ordre et de rapidité	Marginalisation des compétences civiles
Maîtrise de l'information	Centraliser communication et renseignement	Construction d'un récit officiel
Protection budgétaire	Sécuriser les flux financiers sensibles	Opacité des marchés publics
Préemption électorale	Se placer en arbitre du futur scrutin	Avantage décisif au moment des élections

La transition devient une matrice de pouvoir militarisé. La discipline remplace la redevabilité.

Ce phénomène n'est pas une singularité africaine

Des exemples existent ailleurs. La Thaïlande, les Fidji, l'Égypte ou le Pakistan ont connu la civilianisation du chef de junte et le verrouillage du jeu politique. D'autres pays ont brisé ce cycle.

Pays	Période	Mécanisme clé	Résultat
Portugal	1974 à 1976	Nouvelle Constitution et élections rapides	Démocratie consolidée
Corée du Sud	1987 à 1988	Réforme constitutionnelle et présidentielle directe	Transition bouclée en un an
Chili	1988 à 1990	Plébiscite No et transfert pacifique	Alternances multiples et justice transitionnelle
Ghana	1992 à 2000	Constitution puis alternance effective	Stabilisation institutionnelle
Indonésie	1998 à 2002	Commission anticorruption avec tribunaux spécialisés	Dissuasion et pluralisme durable
Gambie	2016 à 2017	Pression régionale crédible	Sortie pacifique d'une dictature

Leur point commun est clair. Une règle du jeu écrite. Un calendrier court. Des arbitres crédibles. Des institutions anticorruption qui possèdent de réels pouvoirs.

La corruption, cœur du piège

Aucune transition n'échappe à la tentation de la rente. Les pays qui ont rompu le cycle ont traité la corruption avant la consolidation politique.

- Portugal : confiscation rapide d'avoir illégaux et affectation à des usages publics.
- Indonésie : commission KPK et tribunaux spécialisés.
- Chili : loi de transparence et contrôle public des contrats.
- Ghana : réforme des marchés publics et traçabilité des procédures.
- Libéria : supervision externe temporaire sur les flux sensibles.
- Gambie : commissions de vérité et de recouvrement d'avoir.

La leçon de l'histoire du monde est simple. Agir dans les cent premiers jours. Récupérer les fonds. Publier les décisions. Sanctionner les délits. Sans actes visibles, la transition devient un marché d'entre soi.

L'anti-piège corruption pour Madagascar

Cinq leviers concrets sont immédiatement mobilisables.

1. Récupérer les avoirs : confiscation judiciaire et affectation à un Fonds d'urgence Eau et Électricité avec reporting public.

2. Créer une agence à dents* : cellule Poursuites et Marchés adossée à une chambre spécialisée. Priorité aux marchés à haut risque.
3. Rendre l'État transparent : transparence active obligatoire sur budgets, contrats et indicateurs de service public.
4. Sécuriser les marchés publics : standardisation des procédures, audits trimestriels, publication systématique.
5. Installer un filet externe limité : supervision technique partagée sur les douanes, le carburant et la JIRAMA.

* Dans le vocabulaire Diapason, une « **agence à dents** » désigne **une institution anticorruption dotée d'un véritable pouvoir contraignant**, contrairement aux organes symboliques ou consultatifs.

Définition complète

Agence à dents : organisme public indépendant disposant de prérogatives effectives d'enquête, de poursuite et de sanction, avec un accès direct à la justice et une obligation de transparence.

Caractéristiques principales

1. **Pouvoirs juridiques réels** : l'agence peut ouvrir des enquêtes, convoquer, saisir, geler ou confisquer des biens.
2. **Autonomie institutionnelle** : son budget et ses nominations ne dépendent pas exclusivement de l'exécutif.
3. **Chaîne judiciaire intégrée** : existence de **tribunaux spécialisés** ou de chambres anticorruption qui traitent ses dossiers rapidement.
4. **Reporting public** : publication régulière des enquêtes, condamnations et montants récupérés.
5. **Exemples de référence** :
 - **KPK (Indonésie)** : commission indépendante créée en 2002, modèle du genre en Asie.
 - **DCEC (Botswana)** ou **EFCC (Nigeria)** : structures africaines ayant prouvé leur capacité à poursuivre des hauts responsables.
 - **CPIB (Singapour)** : modèle historique de continuité institutionnelle et de tolérance zéro.

Application à Madagascar

Créer une *agence à dents* signifierait doter la transition :

- d'une cellule **Poursuites et Marchés** adossée à une chambre spécialisée de la Cour.
- d'un mandat clair : **investiguer, saisir, juger et publier**.
- d'un financement transparent et protégé du pouvoir exécutif.

C'est ce type d'instrument, mesurable et visible, qui empêche une transition de redevenir une rente.

Ces mesures ne remplacent pas la politique. Elles empêchent la corruption d'écrire la Constitution.

Les garde-fous indispensables

- Un texte opposable de non éligibilité pour les autorités de transition.
- Un calendrier électoral daté et séquencé sur douze mois au maximum.
- Une transparence bimensuelle des dépenses publiques avec un focus eau, électricité, sécurité et justice.
- Un observatoire des libertés indépendant avec mécanisme de plainte et revue hebdomadaire des interpellations.
- Un plafond légal du gré à gré avec audits trimestriels publiés.

Diapason recommande quatre indicateurs simples à suivre chaque semaine.

- Part de militaires dans les directions civiles.
- Part du budget dédiée à la défense et à la sécurité comparée à l'eau et à l'électricité.
- Nombre d'interpellations liées à l'expression civique (l'expérience africaine).
- Part des marchés attribués de gré à gré.

Les clés d'une sortie réussie

Les pays qui ont réussi partagent un même parcours. Une règle écrite et non négociable. Un calendrier opposable. Des arbitres internes et externes crédibles. Une institution anticorruption effective. Une première alternance pacifique et acceptée.

Pour Madagascar, la priorité n'est plus d'écrire des discours de rupture. La priorité est d'installer des procédures qui limitent la tentation de durer. La transition doit être jugée à la vitesse de son assainissement et à la lisibilité de ses preuves, pas à la qualité de ses slogans.

Conclusion

L'Afrique est entrée dans une ère où les coups d'État se présentent comme des transitions vertueuses. Le réalisme impose de juger ces épisodes sur des preuves et non sur des intentions.

Madagascar se trouve à un carrefour. Prolonger l'ordre militaire et rejoindre la liste des transitions captées. Ou transformer la refondation en contrat d'intégrité public fondé sur l'eau, l'électricité, la justice et la transparence.

Le véritable courage politique ne consiste pas à promettre la rupture. Il consiste à créer des règles qui rendent cette rupture possible, vérifiable et durable.

Sources et traçabilité

Rapports récents de la CEDEAO, de Transparency International et du GRECO. Dossiers Diapason Piège Népal, Richesses et Radioscopie d'un pays fragmenté. Études de cas Portugal, Corée du Sud, Chili, Ghana, Indonésie et Gambie.

Rédaction - Diapason